

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, la question est à l'étude. Je puis signaler que nous avons examiné le problème de concert avec d'autres pays, l'Australie par exemple, mais aucun pays n'a décidé de retirer son aide à l'Indonésie. En effet l'aide non militaire des pays occidentaux n'a jamais été accordée pour des motifs d'ordre politique. Cependant, on revoit cette question. En ce qui concerne le Canada, une partie de notre aide est accordée aux étudiants et certains d'entre eux sont déjà en route.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, je ne parle pas des échanges d'étudiants; je songe aux aliments et autres approvisionnements de ce genre qui ne peuvent avoir comme conséquences indirectes que de rendre disponibles, comme l'a signalé le député d'Oxford, d'autres devises étrangères, forme d'assistance à l'Indonésie qui n'est certainement pas motivée, même si cette assistance n'est assujétie à aucune restriction.

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, je sais très bien que le très honorable représentant ne voulait pas parler d'aide technique, mais je n'ignore pas non plus que d'autres pays ont adopté la façon de faire que j'ai indiquée et aucun n'a abandonné son programme. L'autre forme d'assistance fournie par le Canada en vertu des crédits de 1964-1965 comprenait de la farine de blé pour une valeur de \$350,000. On n'a pas encore expédié cette farine. Comme je l'ai dit tantôt, cette affaire est à l'étude. A titre de ministre des Affaires extérieures, je ne veux pas pour l'instant souscrire sommairement à la déclaration que le très honorable représentant vient de faire.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, il ne s'agit pas de souscrire sommairement à ma déclaration; cette affaire, le ministre en est saisi depuis plusieurs semaines et la situation n'a cessé d'empirer en ce qui concerne la Malaisia.

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, je voudrais simplement dire au très honorable représentant qu'il devrait y avoir des occasions à l'appel de l'ordre du jour où il pourrait considérer qu'il a des responsabilités, dont il ne s'acquitte pas pleinement, à mon avis.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, si je ne m'acquitte pas de mes responsabilités à l'appel de l'ordre du jour, je puis dire au ministre que c'est bien ce qu'il fait tout le temps, vu la façon dont il tourne autour de ce problème.

**L'hon. M. Churchill:** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la Malaisia. Doit-on ajouter foi aux comptes rendus des journaux selon lesquels le gouvernement de la Malaisia aurait adressé une requête urgente au Canada en vue d'obtenir de l'aide militaire et économique dans sa lutte contre l'Indonésie? Le ministre a semblé indiquer qu'il y avait un certain retard car on attend une mission venant de Washington. Y a-t-il eu une requête d'urgence et quelle a été la réponse du Canada?

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, il n'est nullement question de retard. Mon honorable ami fait allusion à l'article publié ce matin dans un des grands journaux du pays. Il n'y a eu aucune requête autre que celle qui a été faite par le Tunku lors de son séjour ici, il y a trois semaines. Je puis dire que lorsque mon honorable ami, le ministre du Commerce, a pris part l'autre jour à la conférence économique du Commonwealth britannique, à Kuala-Lumpur, il a eu de nouveaux entretiens avec le gouvernement de Malaisia sur les sujets étudiés ici par le premier ministre de ce pays et les représentants du gouvernement canadien.

**L'hon. M. Churchill:** Monsieur l'Orateur, puis-je alors poser une question au ministre du Commerce? Au cours de cette conférence, a-t-il donné, en ce qui concerne l'aide du Canada, une réponse aussi prompte que celle qui a été vraisemblablement donnée à la Malaisia par d'autres nations du Commonwealth?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce):** Monsieur l'Orateur, ce que j'ai dit aux ministres du gouvernement de la Malaisia était précisément dans le sens indiqué par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

#### ACCORD AVEC L'ESPAGNE SUR L'UTILISATION PACIFIQUE DE L'ATOME

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet d'une entente signée récemment entre les gouvernements du Canada et de l'Espagne et prévoyant la collaboration des deux pays dans l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Je voudrais demander au ministre quelles précautions ont été prises et quelles garanties rigides ont été reçues, afin que les matériaux et les renseignements en